

SAGA DES NUMÉROS INAMI

La FEF dénonce une nouvelle prise d'otage des étudiants

A l'issue de la conférence interministérielle du lundi 28 janvier et de l'échec de la Ministre de la santé, Maggie de Block, à imposer son nouveau système d'attestation de contingentement à la Fédération Wallonie-Bruxelles, elle a annoncé qu'elle ne délivrerait pas les numéros INAMI supplémentaires qu'elle avait promis pour cette année académique. La Fédération des Étudiants Francophones (FEF) dénonce une nouvelle prise d'otage des étudiants et des soins de santé francophones de la part de la Ministre et ce à des fins électorales.

Il s'agit d'un énième rebondissement dans la (trop) longue saga des numéros INAMI. Après la crise des numéros INAMI de 2014, la Ministre avait contraint la Communauté Française à mettre en place un filtre à l'entrée en échange de l'obtention de numéro INAMI surnuméraires et de garantir ainsi l'avenir des étudiants déjà dans le cursus. La Communauté a tenu cette promesse mais la **Ministre a aujourd'hui choisi de la trahir prenant ainsi en otage les étudiants de l'actuelle promotion** en menaçant plusieurs centaines d'entre eux de ne pas obtenir le fameux sésame au terme de six années d'études.

Cette position voulant systématiquement réduire l'offre de médecins ignore totalement la **pénurie** établie tant en Wallonie avec **144 communes déclarées en état de pénurie**, qu'à Bruxelles qui connaît **un besoin urgent de 500 nouveaux médecins**. Au total, ce sont plus de 6 communes sur 10 en Wallonie et à Bruxelles qui se trouvent dans une situation de pénurie de médecins généralistes tandis que les spécialisations d'urgentiste, de pédiatrie, gériatrie et psychiatrie ne sont d'ailleurs pas en reste. Alors, qu'entre 2013-2014 et 2017-2018 nous sommes passé de 3285 inscriptions en première année à 572, **il est indéniable que la sélection organise structurellement la pénurie de médecins**. Aujourd'hui de nombreux jeunes francophones veulent faire des études afin de soigner leurs concitoyens et c'est une bonne chose car **cela répond à un besoin collectif** mais il est absurde que le monde politique les en empêche pour des raisons **qui ne servent en rien l'intérêt général**.

Face à cette situation qui, en plus d'être gravement préjudiciable pour les patients francophones, pénalise injustement les étudiants, **la FEF dénonce une politique de santé injuste et une gestion « politicienne » de l'avenir des étudiants**. En outre, elle n'exclut pas de faire des **actions fortes** afin de protester énergiquement contre cette prise d'otage.



Président de la FEF Maxime Michiels | T 0473 93 45 85 | maxime.michiels@fef.be
Attachée de presse de la FEF Valentine Antoine | T 0492 27 87 59 | valentine.antoine@fef.be